

Finlande: l'extrême droite au gouvernement s'attaque aux droits des travailleurs

En Finlande, un gouvernement de coalition de centre-droit et d'extrême-droite est au pouvoir depuis juin 2023. La coalition comprend des partis affiliés au PPE, à ECR et à RENEW au niveau européen. Le parti des Vrais Finlandais, affilié à l'ECR, est le deuxième plus grand parti du gouvernement et occupe, entre autres, le poste de ministre des Finances.

Dès le début, le gouvernement a présenté un vaste programme de réduction des droits des travailleurs et des prestations sociales, et a commencé à le mettre en œuvre à la hâte, en contournant les négociations réelles et significatives, mettant ainsi fin à la tradition de plusieurs décennies de dialogue social tripartite solide qui faisait la réputation de la Finlande.

Le programme de réforme du gouvernement a des racines évidentes dans l'objectif à long terme des organisations patronales et des lobbies d'affaires de changer fondamentalement le système du marché du travail finlandais. La participation de l'extrême droite au gouvernement a rendu possible une coalition avec une volonté sans précédent de mettre en œuvre le programme radicalisé des employeurs.

L'une des premières mesures du programme antisocial du gouvernement a été de limiter le droit de grève. Cette réforme est entrée en vigueur en mai 2024, limitant, par exemple, les grèves politiques¹ à 24 heures maximum, limitant les grèves de solidarité² et augmentant les amendes pour les grèves "illégalles" pour dissuader les individus et les organisations syndicales: amende de 200 euros pour les grévistes individuels lorsqu'une grève est jugée illégale, amende pour les syndicats augmentée, le montant maximum étant fixé à 150 000 euros et le montant minimum fixé à 10 000 euros, en cas d'action collective jugée illégale. De nombreux éléments de la nouvelle législation sont en contradiction avec les conventions de l'OIT.

Dès le début de l'année, le gouvernement a commencé à réduire les prestations sociales, en particulier les allocations de chômage, ce qui a de graves conséquences, notamment pour les chômeurs aux revenus les plus faibles et pour ceux qui ont des enfants.

Le gouvernement prévoit d'autres attaques contre les droits et les avantages des travailleurs. Il est prévu de modifier le système de négociation collective de manière à faire pencher la balance du pouvoir du côté des employeurs en laissant plus de place aux négociations déséquilibrées au niveau de l'entreprise qui, dans certains cas, court-circuitent les syndicats et les représentants syndicaux. Ce changement entraînerait presque certainement un affaiblissement des conventions collectives sectorielles, en contradiction avec la directive de l'UE sur les salaires minimums.

Outre ces réformes législatives qui sapent les droits des travailleurs, le gouvernement, et en particulier le parti des Vrais Finlandais, a également attaqué les syndicats en essayant de les

¹ Dans le système finlandais cela signifie que les syndicats peuvent appeler à des grèves de protestation et exprimer leurs opinions sur les questions sociales, même si celles-ci ne sont pas directement un sujet de négociation collective.

² En Finlande, les grèves de solidarité permettent à un syndicat de soutenir l'action syndicale d'un autre syndicat, ou elles permettent aux travailleurs organisés dans d'autres secteurs de négociation collective du même syndicat de soutenir les travailleurs d'un secteur particulier autre que le leur. Les syndicats utilisent les grèves de solidarité pour accélérer la négociation collective dans des circonstances exceptionnellement difficiles. Les grèves de solidarité sont légales si elles sont appelées à soutenir une action syndicale déjà légale.

discréditer et de présenter les syndicalistes comme des criminels. Les principaux hommes politiques du parti des Vrais Finlandais ont, par exemple, qualifié à plusieurs reprises les syndicats de "mafia".

Les syndicats ont résisté à cette évolution par des campagnes comprenant plusieurs vagues de grèves politiques - qui sont normalement rares en Finlande, mais qui, dans cette situation, ont bénéficié du soutien d'une grande majorité de travailleurs. Les syndicats ont également souligné que les réformes étaient en contradiction avec les normes internationales et les contesteront en recourant à différents mécanismes internationaux.

Pour en savoir plus sur les coupes budgétaires du gouvernement de Finlande: [Serious grounds | SAK](#)

Note de Pekka Ristelä, Responsable des affaires internationales du SAK (Organisation centrale des syndicats finlandais).